



Rapport stratégique

Les tensions croissantes dans le détroit de Taïwan et leurs répercussions sur les intérêts canadiens

J. Michael Cole, 17 septembre 2026



Introduction

On peut affirmer qu’aucun autre conflit sur la planète aujourd’hui ne présente un risque aussi élevé de déclencher une guerre entre superpuissances — voire une guerre nucléaire — que celui du détroit de Taïwan. Les répercussions d’une guerre autour de Taïwan, compte tenu de la forte probabilité d’une intervention des États-Unis et du Japon, seraient véritablement mondiales : elles coûteraient des billions à l’économie mondiale et provoqueraient des perturbations dans le commerce et les chaînes d’approvisionnement qui dépasseraient de loin les effets de la pandémie de Covid-19. Alors qu’il révisé sa [stratégie indopacifique](#), le Canada doit également s’assurer de bien comprendre les enjeux liés au détroit de Taïwan, ainsi que les coûts considérables pour sa propre sécurité nationale s’il ne se préparait pas adéquatement à faire face à diverses situations d’urgence futures — au premier rang desquelles une quarantaine, un blocus naval ou une invasion de Taïwan par la Chine.

Il y a encore quelques années, surtout depuis la fin de la Guerre froide, peu de gens s’intéressaient à Taïwan ou étaient même capables de le situer sur une carte du monde. Les événements récents — qu’il s’agisse de l’influence souvent néfaste de la Chine au sein de nos propres sociétés, de ses démonstrations de force militaire, de la pandémie de Covid-19 ou encore du rôle que jouent les semi-conducteurs dans nos vies — ont mis en avant Taïwan et l’importance de cette jeune démocratie pour notre monde.

Les tensions croissantes autour du statut de Taïwan, à mesure que la Chine gagne en confiance et en assurance, obligent les puissances régionales et la communauté internationale à examiner la situation de plus près. On ne peut plus ignorer les risques d’escalade et de conflit armé majeur au sujet de Taïwan, car une telle évolution aurait des conséquences désastreuses pour l’économie mondiale et menacerait de déstabiliser l’ordre mondial tel que nous le connaissons. Le présent document aborde les principaux éléments qui ont alimenté ce conflit de longue date ainsi que les mesures adoptées par Pékin au cours de la dernière décennie pour accroître la pression sur Taïwan. Il explore ensuite des scénarios d’escalade plausibles et formule des recommandations quant aux réponses possibles de la communauté internationale, y compris du Canada, afin de dissuader un conflit majeur dans le détroit de Taïwan et, si la dissuasion échouait, d’atténuer les effets d’une crise majeure. Taïwan joue un rôle central et de première ligne dans la nouvelle guerre froide qui s’annonce, et le camp démocratique ne peut se permettre de rester impréparé ou indifférent face à une crise potentielle dans le détroit de Taïwan.

Mettre la pression : les mesures coercitives de la Chine à l'encontre de Taïwan au cours de la dernière décennie

La décision de Pékin d'intensifier la pression sur Taïwan s'inscrit dans le cadre de l'affirmation croissante de la Chine sur la scène internationale, ainsi que de sa frustration grandissante face à son incapacité à contraindre le peuple taïwanais à se plier à ses exigences politiques en matière d'unification. De la militarisation de la mer de Chine du Sud au mépris du droit international à l'espionnage et à la guerre politique visant des pays partout dans le monde — sans parler de [l'Initiative de la Ceinture et de la Route \(ICR\) et de la mainmise sur les élites qui l'accompagne](#) — , la République populaire de Chine est devenue une nouvelle réalité pour les États qui se sont soudainement retrouvés à lutter pour trouver un équilibre entre, d'une part, les occasions offertes par une collaboration avec la Chine, et les effets corrosifs de cette relation sur les institutions démocratiques, d'autre part. Au moment où Tsai Ing-wen, du Parti démocratique progressiste (PDP) pro-Taïwan, [est entrée en fonction en mai 2016](#), une grande partie de la communauté internationale avait pris conscience que des décennies de relations avec la Chine, y compris son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, n'avaient pas réussi à transformer la République populaire de Chine en un pays respectueux des normes démocratiques et du droit international. En réalité, ce rapprochement a plutôt donné naissance à une République populaire de Chine plus sûre d'elle-même, de plus en plus affirmée, et dont les dirigeants étaient davantage disposés à défier — et à réécrire — le droit international et les normes de conduite d'une manière mieux adaptée à son modèle autocratique de gouvernance.

La persistance de Taïwan en tant qu'entité démocratique souveraine fait obstacle aux ambitions grandissantes de Pékin. Non seulement la démocratie dynamique de Taïwan contredit l'affirmation du PCC (et celle de divers intellectuels) selon laquelle la démocratie est incompatible avec la civilisation chinoise — privant ainsi les 1,3 milliard de Chinois de la possibilité de développer leur pays selon ce modèle —, mais l'alignement de Taïwan sur les États-Unis et d'autres pays démocratiques menace également (du moins selon Pékin) de contenir les ambitions expansionnistes de la Chine. Comme pour souligner ce point, la situation géographique de Taïwan le long de [la première chaîne d'îles reliant le Japon à l'Asie du Sud-Est](#) est perçue comme une ligne invisible en mer qui enferme la Chine, entravant ainsi la capacité de l'Armée populaire de libération (APL) à s'étendre dans le Pacifique occidental et au-delà. Par conséquent, depuis 2016, le conflit dans le détroit de Taïwan a pris une dimension de plus en plus régionale, voire mondiale,

les développements qui s’y produisent pouvant avoir des répercussions sur l’ensemble de l’économie mondiale ainsi que sur la politique internationale.

Alors que les analystes en sécurité, les représentants gouvernementaux et les groupes civiques soulignent depuis longtemps la nécessité de défendre Taïwan contre l’ingérence chinoise en raison du statut de démocratie de cette nation insulaire, le rôle de Taïwan en tant que producteur d’une part très importante — plus de 90 % — des semi-conducteurs les plus avancés au monde, et par conséquent la position centrale qu’elle occupe dans l’alimentation de l’économie mondiale à l’ère de l’intelligence artificielle (IA), a pris de l’importance ces dernières années. (Si des champions nationaux comme la Taiwan Semiconductor Manufacturing Company, ou TSMC, sont devenus des noms connus de tous à travers le monde, c’est l’écosystème créé à Taïwan au fil de décennies de travail acharné et visionnaire qui a rendu ce miracle possible — un miracle qui, de surcroît, serait pratiquement impossible à reproduire ailleurs.) De plus, plus de 3,32 billions de dollars canadiens de marchandises transitent chaque année par le détroit de Taïwan, ce qui représente environ un cinquième du commerce maritime mondial et 10 % du commerce mondial. Selon certaines analyses, le coût d’une guerre dans le détroit de Taïwan pour l’économie mondiale serait de l’ordre de 13,86 billions de dollars canadiens, soit environ 10 % du PIB mondial — un coup plus dur pour l’économie mondiale que la pandémie de Covid-19, la crise financière mondiale et l’invasion russe de l’Ukraine réunies. Aucun pays ne peut donc se permettre d’ignorer ce goulot d’étranglement potentiel lorsqu’il élabore ses stratégies nationales.

Plus que jamais, la communauté internationale a tout intérêt à garantir la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan. Rien de tout cela n’est purement altruiste. La politique ne l’est jamais. Au contraire, alors que Taïwan devient un État de première ligne dans une nouvelle guerre froide, qui oppose les démocraties à plusieurs puissances autoritaires et révisionnistes menées par la Russie et la Chine, Taipei a intensifié ses efforts de rapprochement avec les démocraties partageant les mêmes valeurs à travers le monde et a élargi la portée et la profondeur de l’engagement qu’elle peut établir avec divers pays, malgré les limites imposées par leur politique de « Chine unique ». Au cours des années Tsai, Taïwan a eu recours à la diplomatie discrète, aux échanges de type « Track 1,5 » et à d’autres instances pour approfondir ses liens bilatéraux et multilatéraux, partageant souvent sa vaste expérience en matière de lutte contre l’ingérence électorale de la République populaire de Chine, la guerre cognitive, l’espionnage, la cyberguerre, les opérations de « zone grise » et d’autres formes de coercition avec des partenaires qui peinaient à relever correctement le défi de l’influence autoritaire au sein de leurs propres sociétés. Au cours de cette période, les investissements étrangers à Taïwan, accompagnés des investissements taïwanais à l’étranger, ont également prospéré, créant de nouvelles dépendances et internationalisant davantage la « question » taïwanaise. Plus la présence étrangère à Taïwan s’est accrue – sous forme de personnel, de capitaux, d’investissements et de biens immobiliers –

et plus la dépendance à l'égard des entreprises taïwanaises s'est renforcée au sein des chaînes d'approvisionnement mondiales, plus il est devenu difficile pour Pékin de prétendre que Taïwan constituait une « question interne », pour laquelle il ne tolérerait aucune « ingérence » extérieure.

Cherchant à contrer l'accueil favorable réservé à Taïwan par la communauté internationale, Pékin a redoublé d'efforts pour ravir certains des alliés diplomatiques officiels de Taïwan et ainsi isoler davantage cette nation insulaire. Au cours des huit années du mandat de l'administration Tsai (2016-2024), la République populaire de Chine [a réussi à débaucher 11 des alliés diplomatiques de Taïwan](#), faisant passer leur nombre de 23 à 12. Au cours de cette même période, la Chine a usé de son influence au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale des Nations Unies pour empêcher Taïwan de se joindre à des organisations multilatérales, ne serait-ce qu'à titre d'observateur. Ainsi, malgré le rôle important qu'elle joue dans l'économie mondiale, Taïwan n'avait pas de siège au sein d'organisations telles qu'Interpol, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), basée à Montréal, pour n'en citer que quelques-unes. Les dangereuses lacunes engendrées par l'exclusion persistante de Taïwan sont devenues d'autant plus évidentes en période de crise internationale, comme lors de la pandémie de Covid-19. Aucune campagne de sensibilisation ni aucun appel lancé par les alliés diplomatiques de Taïwan et certains des pays les plus puissants du monde n'ont réussi à contrecarrer les manœuvres politiques de Pékin à l'ONU.

Tout au long de la présidence de Tsai, le PCC a élargi sa panoplie de moyens pour s'ingérer dans la démocratie taïwanaise, ses institutions et son environnement informationnel, tout en redoublant d'efforts en matière d'espionnage pour voler des secrets gouvernementaux, militaires et industriels. Le PCC a également coopté des politiciens, des magnats des médias, des personnalités religieuses, des membres du crime organisé et des gens d'affaires — souvent au moyen d'incitatifs financiers — afin de pénétrer davantage à Taïwan, en utilisant l'information comme une arme pour mener une guerre cognitive contre la population taïwanaise ainsi que contre les alliés de Taïwan à l'étranger. Ce mécanisme de cooptation, ainsi que la formation de mandataires locaux, est devenu un modèle que la Chine a reproduit dans des pays du monde entier afin de renforcer sa capacité à façonner l'environnement à son avantage. La capacité de Taïwan à faire face à cette menace et à adapter ses lois en matière de sécurité nationale pour relever ce défi de la « zone grise » a suscité un vif intérêt à l'échelle mondiale, les démocraties cherchant à tirer des leçons de l'expérience taïwanaise afin de pouvoir, elles aussi, s'adapter avec succès à l'ingérence du PCC, en atténuer les effets et y faire face. Beaucoup se sont tournés vers Taïwan, par exemple, pour apprendre de son gouvernement et de sa société civile comment contrer l'ingérence électorale du PCC.

Outre les instruments de « pouvoir tranchant », Pékin a également renforcé ses outils de « pouvoir dur » afin de resserrer l'étau coercitif autour de Taïwan. S'appuyant sur plusieurs années d'investissements à deux chiffres dans son armée, la Chine s'est montrée de plus en plus disposée à déployer l'APL autour de Taïwan, à l'instar de ce qu'elle a fait dans d'autres régions où elle est en conflit territorial avec ses voisins, comme en mer de Chine orientale et méridionale. Progressivement, Pékin a accru sa présence militaire autour de Taïwan et déployé un nombre croissant d'aéronefs et de navires de guerre dans le cadre d'exercices, tous présentés comme des « avertissements » contre l'indépendance de Taïwan. Souvent, mais pas toujours, ces exercices militaires à grande échelle, ainsi que les campagnes de propagande qui les accompagnaient, coïncidaient avec l'annonce de ventes d'armes majeures par les États-Unis à Taïwan. Pékin s'en est servi pour signaler à la communauté internationale qu'il ne tolérerait aucun rapprochement avec Taïwan, et espérait que cette posture menaçante conditionnerait l'opinion publique taïwanaise en lui rappelant la menace militaire qui pesait de l'autre côté du détroit de Taïwan.

Tout comme en mer de Chine du Sud, la présence croissante de l'APL, ainsi que celle de la Garde côtière chinoise (CCG), de la « milice maritime » et des navires scientifiques, constituait une stratégie d'escalade progressive : à chaque petite intensification, à chaque nouvelle réalité sur le terrain ou en mer, la Chine « faisait bouillir la grenouille » et créait une « nouvelle normalité ». De plus en plus souvent, les aéronefs de l'APL ont commencé à franchir la ligne tacite de Davis, ou ligne médiane, dans le détroit de Taïwan, qui avait servi pendant des décennies de frontière non officielle pour éviter les accidents impliquant des aéronefs militaires. De plus en plus, Pékin a déployé des navires de la GCC (la Garde côtière chinoise diffère nettement des gardes côtières civiles telles qu'on les conçoit en Occident, agissant davantage comme une organisation paramilitaire, ou une « deuxième marine » relevant en fin de compte du commandement de la Commission militaire centrale, dirigée par Xi Jinping) ainsi que des navires ostensiblement civils constituant une « milice maritime » pour s'infiltrer dans le détroit de Taïwan et dans les eaux entourant les îles périphériques taïwanaises de Kinmen et de Matsu. La Chine cherche à renverser le consensus international selon lequel le détroit de Taïwan constitue une voie navigable internationale; elle vise plutôt à convaincre la communauté internationale que le détroit fait partie des eaux intérieures de la Chine. Pékin a déposé des plaintes chaque fois que des marines étrangères — y compris celle du Canada — ont exercé leur droit de passage dans le détroit de Taïwan, déployant ces dernières années l'APL pour harceler les flottilles en transit.

Ayant largement abandonné une stratégie d'incitation (gagner le « cœur et l'esprit » des Taïwanais s'est en grande partie soldé par un échec)¹ et s'appuyant principalement sur la

¹ Une majorité écrasante de la population taïwanaise est favorable au « statu quo », c'est-à-dire à l'indépendance de facto, de la République de Chine (Taïwan). Le soutien à la réunification avec la République populaire de Chine (RPC)

coercition, le PCC comptait sur le fait que, d'ici 2020, la population taïwanaise serait suffisamment effrayée pour élire, lors de l'élection présidentielle de cette année-là, un candidat plus disposé à reprendre le dialogue avec Pékin. Ce n'est pas ce qui s'est produit. Au contraire, dans le sillage de la répression à Hong Kong l'année précédente, Tsai a remporté une réélection retentissante avec un nombre record de 8,17 millions de votes contre son principal adversaire et favori de Pékin, Han Kuo-yu du Kuomintang (KMT). Le DPP a également réussi à conserver sa majorité de sièges, bien que plus étroite, au Yuan législatif. Les démonstrations de force dans le détroit de Taïwan n'avaient pas réussi à contraindre les Taïwanais à se soumettre, tout comme les signaux de menace de l'APL n'avaient pas réussi à influencer la première élection présidentielle directe de Taïwan en 1996.

Le résultat de l'élection de 2020 n'a pas dissuadé Pékin, qui a encore intensifié ses actions en renforçant sa présence militaire, avec des survols et des passages de navires de la PLA quasi quotidiens. Cette escalade a atteint un nouveau sommet en août 2022 avec la visite à Taïwan de la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis de l'époque, Nancy Pelosi. Dans ce qui allait devenir le premier d'une série d'exercices à grande échelle de plusieurs jours menés par l'APL autour de Taïwan au cours des trois années et demie suivantes, ces manœuvres ont encerclé Taïwan en simulant un éventuel assaut amphibie ou un blocus/une quarantaine, et ont donné lieu au tir d'un certain nombre de missiles balistiques. Plus que jamais, Pékin signalait à la communauté internationale qu'il n'accepterait plus le genre d'engagement que représentait la visite de Nancy Pelosi à Taïwan — même si celle-ci n'était pas sans précédent, puisque le président de la Chambre des représentants de l'époque, Newt Gingrich, avait fait de même 25 ans auparavant. Pékin déplaçait les limites et établissait de nouvelles règles dans le but de restreindre davantage la capacité de Taïwan à étendre son rayonnement auprès de la communauté internationale. Depuis août 2022, l'APL a mené sept exercices à grande échelle autour de Taïwan, en faisant ainsi une nouvelle norme.

Cette présence militaire croissante autour de Taïwan, chaque nouvelle manœuvre se rapprochant un peu plus des eaux territoriales de Taïwan (24 milles marins), accroît les risques d'accidents et

se situe à un faible pourcentage à un chiffre, et parmi ces partisans, un nombre important insiste sur le fait que la réunification ne pourra avoir lieu qu'une fois que la RPC se sera démocratisée. Il est également important de noter que tant les partisans de l'indépendance *de jure* de Taïwan (*taidu*) que ceux qui soutiennent le maintien d'une République de Chine souveraine (*huadu*), nom officiel de Taïwan, s'accordent à s'opposer à une domination par la RPC. Ainsi, on peut simultanément s'opposer à une déclaration d'indépendance de Taïwan (à la suite de laquelle la République de Chine cesserait d'exister) et à l'annexion par la République populaire de Chine; en d'autres termes, l'opposition à l'indépendance de Taïwan ne va pas nécessairement de pair avec le soutien à la réunification avec la République populaire de Chine.

de malentendus.² Et avec cela, la possibilité qu'une escalade débouche sur un conflit armé majeur, non pas de manière intentionnelle, mais plutôt par une série de manœuvres et de contre-manœuvres : une marche vers la guerre à l'aveuglette, aux conséquences incalculables pour la communauté internationale. Nous ne pouvons pas non plus exclure la possibilité qu'un conflit armé majeur survienne à la suite d'une décision délibérée des dirigeants du PCC. Comme l'a démontré la décision de Vladimir Poutine d'envahir l'Ukraine en 2022, les dirigeants autoritaires forts ne pèsent pas toujours le pour et le contre d'une action radicale de la même manière que le font généralement les dirigeants des démocraties. Pour eux, la survie du régime, l'orgueil démesuré, l'idéologie et le désir de « faire avancer l'histoire », ajoutés à leur tendance à ignorer les conseils des spécialistes qui les entourent (ou au fait qu'ils reçoivent des conseils de flagorneurs qui hésitent à contredire le dirigeant fort), l'emporteront parfois sur les coûts prévus de l'aventurisme. Ainsi, bien qu'il n'y ait aucune garantie que Xi Jinping suivra les traces de son allié Poutine et déclenchera une guerre contre Taïwan, cette perspective ne peut être totalement écartée. D'ailleurs, Xi n'a pas besoin du précédent établi par Poutine pour engager son pays sur une voie similaire.

Ce qui a empêché (jusqu'à présent) Pékin de choisir l'option militaire pour résoudre la « question de Taïwan », comme on décrit souvent ce conflit, c'est la dissuasion : la conviction des dirigeants de Pékin que les coûts potentiels d'une tentative d'annexion de Taïwan par la force seraient trop élevés et trop déstabilisants pour le régime du PCC, dont la principale préoccupation reste la capacité à se maintenir au pouvoir. On ne peut savoir quel serait l'impact, sur le soutien du peuple chinois au PCC, d'une tentative ratée d'invasion de Taïwan, ou d'une tentative dont le coût serait trop élevé tant sur le plan matériel qu'en termes de pertes humaines, d'autant plus que de récents sondages menés dans le pays montrent que la majorité des Chinois se satisfont du statu quo et ne sont pas particulièrement favorables à ce que leur gouvernement recoure à la force pour annexer Taïwan.

La dissuasion face à une attaque de l'APL repose sur une combinaison de facteurs : la détermination et les moyens de Taïwan à contrer une incursion de l'APL, avec la perspective de pertes importantes du côté de l'envahisseur; et la certitude que l'armée américaine se joindrait au combat aux côtés de Taïwan, peut-être avec l'aide d'autres pays comme le Japon et d'une poignée d'autres alliés. La poursuite des ventes d'armes américaines à Taïwan joue également un rôle majeur dans le maintien de la dissuasion. Les signaux forts de soutien de la communauté

² Le nombre de navires chinois repérés autour de l'île principale de Taïwan (à l'exclusion de ses îles périphériques) a atteint un niveau record de 244 en juillet 2026, soit une moyenne de près de huit par jour. Ce chiffre n'inclut pas les déploiements de la Marine de l'Armée populaire de libération (APL) dans la région. Entre mai 2026 et la rédaction du présent document en septembre 2026, plus de 1 300 navires chinois opéraient autour de l'île principale de Taïwan et de ses îles périphériques.

internationale, soulignés notamment par les déclarations du [G7](#) et de [l'OTAN](#), ainsi que les transits visant à garantir la liberté de navigation dans le détroit de Taïwan et les exercices militaires menés par l'alliance en prévision d'imprévus régionaux, jouent tous un rôle important dans la façon dont Pékin évalue les chances de succès d'une invasion de Taïwan. Il en va de même pour un blocus naval ou une quarantaine qui, étant donné qu'une telle manœuvre ne se produirait pas dans le vide et déstabiliserait inévitablement l'économie mondiale, pourrait également susciter des mesures de rétorsion de la part des États-Unis et d'autres puissances régionales.

La politique de longue date des États-Unis concernant une implication potentielle dans un scénario impliquant le détroit de Taïwan repose sur une « [ambiguïté stratégique](#) », selon laquelle Washington ne déclare pas clairement s'il interviendrait dans le conflit pour contrer l'APL, ni, le cas échéant, de quelle manière. En d'autres termes, cette stratégie vise à maintenir les dirigeants chinois dans l'incertitude. Jusqu'à présent, malgré les fanfaronnades de Pékin, cette stratégie a fonctionné, et Pékin n'a pas attaqué Taïwan. Mais ce calcul pourrait être en train de changer, ce qui explique pourquoi certains experts ont préconisé que les États-Unis abandonnent leur stratégie d'ambiguïté au profit d'un message plus clair indiquant que toute tentative de s'emparer de Taïwan par la force entraînerait une intervention américaine (l'ancien président Joe Biden a fait [quelques allusions](#) à une telle clarté au cours de sa présidence, mais le département d'État américain est revenu sur ces déclarations, ce qui suggère que la politique américaine en la matière n'avait pas changé).

Deux autres variables ne manqueront pas d'influencer le point de vue des dirigeants chinois quant à la viabilité d'une option militaire pour Taïwan. La première est la perception du soutien américain à Taïwan, qui découle d'une analyse des signaux émanant de la Maison-Blanche, du Congrès américain et d'autres piliers de la politique étrangère des États-Unis. L'administration américaine affirme-t-elle clairement son soutien continu à Taïwan, par le biais de ses politiques et de ses ventes d'armes? Ou, à l'inverse, s'oriente-t-elle vers l'isolationnisme, le transactionnalisme, ou est-elle distraite et submergée par des imprévus majeurs ailleurs? La deuxième variable concerne l'état de l'APL elle-même et l'évaluation par les dirigeants chinois selon laquelle l'armée chinoise est suffisamment équipée et entraînée pour risquer une opération militaire à grande échelle contre Taïwan. En d'autres termes, l'APL dispose-t-elle des capacités à la hauteur de ses intentions? Pendant des décennies, le PCC a fait part de son intention de recourir à la force contre Taïwan, mais n'a jamais donné suite à cette menace, en grande partie parce que l'armée chinoise n'était ni prête ni suffisamment équipée pour exécuter un tel ordre. Il y a quelques années, Xi a ordonné à l'APL de se doter des moyens nécessaires pour envahir Taïwan d'ici 2027 si l'ordre en était donné (ce qu'on appelle la « [fenêtre de Davidson](#) », terme tiré des remarques de l'amiral à la retraite Philip S. Davidson de la Marine américaine). Cette directive a souvent été mal interprétée par les analystes en sécurité et les médias comme constituant une

date limite — en d’autres termes, une confirmation que la Chine ferait usage de la force contre Taïwan en 2027. Aucune directive de ce genre n’a jamais été donnée par les dirigeants chinois, et les récentes mesures de répression contre la corruption au sein de l’APL, ainsi que les défis technologiques auxquels fait face l’industrie de la défense chinoise, indiquent qu’une échéance de 2027 pour la préparation opérationnelle pourrait être prématurée. Cela pourrait faire gagner un peu de temps à Taïwan et à ses alliés, mais une chose est certaine : après plusieurs années d’investissements massifs dans le domaine militaire, l’APL chinoise est, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, bien mieux placée pour montrer sa puissance qu’elle ne l’était il y a à peine dix ans.

Survivre en période d'incertitude : l'assertivité chinoise et Trump 2.0

Taïwan entre désormais dans une nouvelle ère marquée par une grande incertitude. Depuis mai 2024, le pays a un nouveau président, [William Lai Ching-te, du DPP](#), qui a succédé à Tsai après deux mandats (en vertu de la Constitution de la République de Chine, un président ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs). Considéré comme un défenseur plus virulent et combatif de l'indépendance de Taïwan que son prédécesseur, plus prudent, M. Lai fait face à une forte opposition au Parlement, où le DPP a perdu sa majorité de sièges lors des élections de 2024, tenues en même temps que le scrutin qui l'a porté au pouvoir. Menée par le KMT et le Parti populaire de Taïwan (TPP), une formation plus modeste, l'opposition a utilisé ses nouveaux pouvoirs pour déstabiliser le budget du gouvernement central, édulcorer les lois sur la sécurité nationale adoptées sous l'administration Tsai dans un contexte d'ingérence croissante du PCC, et [réduire un budget spécial de défense de 1,25 billion de NT\\$ \(54,8 milliards de dollars canadiens\)](#) destiné à renforcer la capacité de Taïwan à dissuader une attaque de la Chine. Les députés de l'opposition ont également sapé les efforts du gouvernement visant à [acquérir et à développer un grand nombre de véhicules sans pilote](#). Bien que certaines figures de l'opposition au Yuan législatif, le parlement taïwanais, agissent peut-être de mauvaise foi ou en tant que mandataires de la Chine, la plupart n'en font rien et se contentent ostensiblement de suivre les directives de leur parti, justifiant leurs actions comme relevant de la politique habituelle dans un contexte politique fortement polarisé. Et pourtant, quelles que soient leurs motivations, ce mélange d'opposition déloyale et semi-loyale a le même effet : un pays qui semble divisé en deux, désuni et qui peine à se rassembler pour se défendre contre une agression extérieure. Si elle se prolonge sur une longue période, une telle désunion risque également d'envoyer un mauvais signal aux alliés de Taïwan, au premier rang desquels les États-Unis, dont l'administration actuelle observe attentivement la situation pour déterminer si ses partenaires — en particulier les pays qui dépendent des États-Unis pour leur sécurité — sont suffisamment sérieux et déterminés à assurer leur propre défense nationale (Le budget spécial de défense du président Lai vise, entre autres, à [porter les dépenses de défense de Taïwan à 5 % du PIB](#), ce qui est considéré comme le « minimum » attendu par les responsables de l'administration Trump). La Chine a saisi cette occasion pour accroître de manière marquée ses activités militaires et celles menées dans la « zone grise » autour de Taïwan.

La deuxième source d'incertitude à laquelle Taïwan est confrontée est la nature du gouvernement actuel à Washington. Bien que la première administration Trump ait été, dans l'ensemble,

bénéfique pour Taïwan et ait conduit à un engagement sans précédent entre les deux parties (dont la plupart s'est poursuivi sous l'administration Biden), Trump 2.0 est une tout autre affaire. D'une part, le revirement apparent de l'administration Trump contre la démocratie et le libéralisme place Taïwan dans une position difficile, car une grande partie du discours sur la nécessité de défendre Taïwan s'est historiquement articulée sur le fait qu'il s'agit d'une démocratie comme la nôtre. Ainsi, afin de gagner en influence auprès de l'administration Trump imprévisible et de maintenir sa valeur aux yeux des États-Unis, Taipei a dû réorienter ses priorités vers d'autres domaines. Les semi-conducteurs, ainsi que les investissements de plusieurs milliards de dollars que des entreprises taïwanaises comme TSMC ont réalisés aux États-Unis, constituent un domaine qui a donné à Taïwan un levier d'influence, tout comme le rôle que Taïwan peut jouer dans le maintien de la paix et de la stabilité dans la région, principalement au sein de la première chaîne d'îles.

Et pourtant, la capacité de Taïwan à influencer les décideurs à Washington — et plus précisément le président Trump lui-même — est quelque peu limitée. Trump 2.0 est plus imprévisible, plus axé sur les transactions, et beaucoup moins contraint par le droit international et les règles établies de longue date de la politique internationale. De plus, le président Trump semble avoir laissé entendre qu'il serait disposé à accorder aux grandes puissances une plus grande liberté au sein de leurs « sphères d'influence » légitimes — une division du monde dans laquelle les petites puissances n'auraient que peu, voire aucune voix au chapitre quant à leur destin. Alors que Trump semble se concentrer ostensiblement sur la sécurisation de l'hémisphère occidental, il n'est pas impossible que, dans le cadre d'un grand compromis, Washington décide d'abandonner d'autres régions du monde à des grandes puissances telles que la Russie et la Chine. Un tel avenir n'est en aucun cas prédéterminé, et le président Trump a démontré à maintes reprises qu'il pouvait changer d'avis. (Tous les regards sont donc tournés vers sa prochaine rencontre avec Xi Jinping à Pékin en septembre.) Mais la perspective d'un tel abandon est un scénario qui préoccupe grandement Taipei, Tokyo, Manille et Séoul, car elle les expose à la possibilité de devoir un jour affronter seules la puissance hégémonique régionale, la Chine, sans pouvoir compter sur le parapluie de sécurité américain. Une telle perspective ne doit pas être prise à la légère, ni considérée comme le caprice d'un dirigeant atypique : elle fait écho à une lassitude croissante au sein de l'opinion publique américaine et à la perception, justifiée ou non, que l'Occident (et certains alliés en Asie) profite sans contrepartie de la générosité des États-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le Congrès américain demeure un allié indéfectible de Taïwan, mais les efforts continus de l'administration Trump pour conférer au pouvoir exécutif des pouvoirs sans précédent — et apparemment sans contrôle — signifient que la capacité du Congrès à influencer l'élaboration des politiques en matière de guerre et de paix pourrait se voir davantage restreinte. Le renouvellement générationnel au sein des partis républicain et démocrate soulève également

des incertitudes quant au maintien de l'engagement envers Taïwan, car les nouveaux députés et députées pourraient avoir d'autres priorités.

Tout cela se produit alors que certains signes indiquent que des régimes révisionnistes et autoritaires, menés par Moscou et Pékin, collaborent plus étroitement pour remettre en cause l'ordre mondial et mettre à rude épreuve l'alliance militaire dirigée par les États-Unis (une alliance qui, de surcroît, est elle-même attaquée par l'administration Trump). La Chine et la Russie pourraient chercher à détourner l'attention des États-Unis – ou d'alliances de sécurité telles que l'OTAN – et à les submerger en déclenchant simultanément diverses situations d'urgence, ce qui pourrait affaiblir la capacité de réaction de l'alliance. Par exemple, la Russie et la Chine semblent approfondir leur coopération militaire en Asie du Nord-Est, la Corée du Nord agissant comme un multiplicateur de force pour compliquer la capacité des États-Unis, du Japon et peut-être de la Corée du Sud à réagir à une situation d'urgence à Taïwan. [La Chine approvisionne l'industrie de l'armement russe pour soutenir sa guerre contre l'Ukraine](#), tandis que [la Corée du Nord a fourni du matériel et des soldats à l'armée russe](#). Taïwan et ses alliés doivent donc suivre de près les développements mondiaux qui risquent de mobiliser des ressources habituellement déployées dans la région indopacifique, car cela réduirait la capacité de l'alliance à maintenir une dissuasion face à l'APL. Une série de situations d'urgence majeures en Europe, en Amérique latine, au Moyen-Orient ou en Asie, surtout si elles devaient se produire simultanément, pourrait offrir à la Chine une occasion d'utiliser la force contre Taïwan. Déjà, la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran a forcé les forces armées américaines à [transférer des capacités du théâtre indopacifique vers le Moyen-Orient](#).

Les options du Canada : préparation, multilatéralisme et dissuasion

Taïwan est le 15e partenaire commercial du Canada à l'échelle mondiale et le 6e dans la région indopacifique. Le volume total des échanges bilatéraux est estimé à 6 milliards de dollars canadiens. Taïwan est la 21e économie mondiale en termes de PIB nominal, et son marché boursier est désormais le cinquième plus important au monde. Ces chiffres ne reflètent toutefois pas pleinement l'exposition du Canada au « point d'étranglement » taïwanais. À l'instar du reste du monde, l'économie canadienne dépend fortement du commerce maritime qui transite par le détroit de Taïwan, ainsi que des semi-conducteurs de pointe et des industries connexes qui gravitent autour de Taïwan. Par conséquent, la stratégie indopacifique d'Ottawa ne peut se permettre de rester passive face à la question de Taïwan.

De concert avec d'autres partenaires, le Canada doit se doter des moyens et des politiques qui lui permettront de se préparer à faire face à diverses situations d'urgence dans le détroit de Taïwan, parmi lesquelles une quarantaine ou un blocus maritime de Taïwan — les scénarios les plus probables à l'heure actuelle et que l'APL et la GCC ont mis en scène ces dernières années — ainsi que des conflits armés majeurs tels qu'une invasion de Taïwan, des frappes de décapitation ou des opérations militaires limitées. Cette trousse d'outils stratégiques doit inclure les moyens de surveiller les indicateurs d'une crise imminente ainsi que les mesures nécessaires pour atténuer les effets néfastes d'une situation d'urgence sur l'économie canadienne et sa sécurité nationale (réacheminement du fret, assurance, évacuation de jusqu'à 60 000 citoyens canadiens, etc.). Il doit disposer de la capacité d'analyse nécessaire pour cerner les voies d'escalade, la durée potentielle d'une quarantaine ou d'un blocus, les secteurs de l'économie canadienne qui seraient les plus touchés par de tels scénarios, tout en identifiant les lacunes dans ses capacités diplomatiques et de sécurité actuellement déployées dans la région.

Rien de tout cela ne doit aller à l'encontre de la politique de « une seule Chine » d'Ottawa³ bien qu'un tel exercice doive néanmoins cerner le risque de représailles de la part de Pékin en réponse à la position du Canada en cas de crise. Conscient de ses ressources limitées dans la région, il est également clair que le Canada tirerait grandement profit de jouer un rôle dans un contexte multilatéral, qui devrait par ailleurs revêtir un caractère permanent plutôt qu'ad hoc ou réactif. La stratégie indopacifique du Canada devrait également viser à renforcer le rôle du pays dans la prévention des conflits et la dissuasion dans le détroit de Taïwan et dans l'ensemble de la région,

³ À ne pas confondre avec le principe de « Chine unique » de Beijing.

en signalant à Pékin que tout aventurisme et toute tentative de modifier le statu quo par la force déclencherait une riposte de la part d'une coalition de grandes économies (p. ex., le G7). De plus, le Canada, de concert avec des alliés partageant les mêmes vues, devrait être prêt à consentir des investissements accrus, tant sur le plan diplomatique que militaire, et à renforcer sa présence dans la région en réponse aux doutes grandissants quant au maintien des engagements des États-Unis en tant que garant de la stabilité dans l'Indopacifique. Même si un retrait n'était que théorique et ne se concrétisait pas, l'alliance tirerait profit d'une capacité accrue dans la région.

La stratégie d'Ottawa doit également tenir compte du fait que l'annexion de Taïwan par la République populaire de Chine, surtout si elle était réalisée par la force et la coercition, entraînerait inévitablement un environnement géopolitique moins prévisible et plus hostile. Abandonner Taïwan à son sort enverrait un mauvais signal aux puissances révisionnistes en renforçant l'impression que la communauté des démocraties est incapable, ou peu disposée, à tenir bon. Des pays comme la Russie s'en trouveraient enhardis et pourraient en conclure que l'expansionnisme dans d'autres régions du monde — chez les alliés de l'OTAN en Europe ou dans l'Arctique — passerait également sans opposition. Dans ce contexte, le Canada a tout intérêt à veiller à ce que, de concert avec ses alliés, il fasse le nécessaire pour maintenir le statu quo mondial tout en continuant de renforcer ses institutions démocratiques contre l'ingérence autoritaire étrangère, un domaine dans lequel le Canada peut tirer de précieuses leçons de l'expérience même de Taïwan.

J. Michael Cole

J. Michael Cole est chercheur principal non-résident basé à Taipei auprès du Global Taiwan Institute à Washington, D.C., de l'Institut Macdonald-Laurier à Ottawa, au Canada, et du Taiwan Research Hub de l'Université de Nottingham au Royaume-Uni. Il est également chercheur associé à la Fondation Prospect à Taipei, à Taïwan. Il a auparavant occupé le poste de conseiller principal en matière de lutte contre l'influence autoritaire étrangère au sein de l'Institut républicain international. Son dernier ouvrage, *The Taiwan Tinderbox: The Island-Nation at the Center of the New Cold War*, a été publié par Polity en septembre 2025. Avant de s'installer à Taïwan en 2005, il était analyste du renseignement au Service canadien du renseignement de sécurité, à Ottawa, au Canada. Il est titulaire d'une maîtrise en études de guerre du Collège militaire royal du Canada.

Référence bibliographique

J. Michael Cole, « Les tensions croissantes dans le détroit de Taïwan et leurs répercussions sur les intérêts canadiens, » *Rapports stratégiques*, vol. 2, no. 2, Réseau d'analyse stratégique, 17 septembre 2026.

